

Journal de SUD éducation 75

30 bis rue des Boulets

75011 Paris

Tél. : 01 44 64 72 61

Fax : 01 44 64 72 66

sudeducation75@wanadoo.fr

www.sudeducation75.org

éducation
SUD Paris

Le Journal
supplément au n° 213
10 avril 2008

N° de CPPAP : 0309 S 06897 2 €

Abonnement : 20 €

Directrice de la publication :

Marie Françoise LEFEBVRE

Hebdomadaire

Imprimé par nos soins

Dépôt légal en cours

Dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées, TOUS EN GREVE LE 15 AVRIL !

La politique de restriction budgétaire et la volonté de mettre l'Education Nationale au pas constituent une régression sociale inadmissible pour tous les personnels et une grave atteinte au service public. De la maternelle à l'université, nous sommes tous concernés, c'est tous ensemble que nous devons lutter !

Pour refuser une nouvelle dégradation de nos conditions de travail !

Dans le premier degré: Une carte scolaire encore revue à la baisse: explosion des effectifs d'élèves dans les classes, pénurie des postes de remplaçants, disparition programmée des RASED. L'annualisation du temps de travail avec la réaffectation des heures de classes supprimées.

Dans le second degré : Une suppression massive de postes d'enseignants et de vie scolaire, une multiplication des heures supplémentaires imposées ou non. La décentralisation/privatisation des personnels ouvriers, avec ses conséquences : suppressions de postes et recours massif à des personnels de plus en plus précaires !

Pour refuser notre " mise au pas " !

Mise en concurrence des établissements et des collègues : suppression de la carte scolaire, publication des résultats des évaluations, introduction du salaire au mérite " intégrant les progrès de élèves ", accentuation de l'autonomie et de la hiérarchie dans les établissements, évaluation/notation des personnels ATOSS. Dans le premier degré, organisation pendant les vacances scolaires de " stages de remises à niveau " pour pallier les carences du système éducatif.

Pour refuser un enseignement au rabais pour nos élèves !

Disparition massive d'options dans le second degré, mise en place dans le premier degré des nouveaux programmes, qui constituent une régression inacceptable des ambitions de l'Education Nationale, en faisant de l'école une machine à formater les élèves.

Pour refuser de travailler plus, plus longtemps, pour gagner moins !

Aucune revalorisation de nos salaires. Proposition inacceptable d'heures supplémentaires comme seule alternative. Embauche des personnels précaires pour des salaires qui les maintiennent souvent en dessous du seuil de pauvreté. Révision prochaine des bases de calcul de nos retraites.

L'urgence est à l'unité des luttes et à leur convergence !